

Stratégies de campagnes électorales à Kinshasa : Combat et procès du pouvoir politique controversé

par Gérard Bisambu Mpang'de, Bertin Tshama Kanumbi & Roger Matangila Zengamambu

Résumé

En démocratie représentative, l'accès au pouvoir passe par l'élection, qui est constituée d'opérations préparatoires, en l'occurrence la mise en place des normes de conduite par l'organe de gestion électorale (OGE), la fixation d'un calendrier, la constitution du fichier électoral, l'enregistrement et la validation des candidatures, la campagne électorale avant les scrutins proprement dits. Il s'observe ainsi sur le terrain politique un flux de stratégies développées par les différents candidats pour persuader les électeurs, formés exclusivement de la population à l'âge majeur, soit 18 ans en RD Congo. Par une lecture d'anthropologie politique, il sied de remarquer que toutes les stratégies semblent se focaliser sur le social, la parenté, le psycho-affectif des candidats à la course au pouvoir, en revêtant, par ailleurs, un caractère carenciel d'idéologie politique. Ceci retient l'attention particulière de la présente réflexion, principalement la manière dont se déroule la campagne. Dès lors, peut-on espérer un avenir politique, étant donné que ces stratégies concourent à l'élection des candidats qui reçoivent le mandat de la représentation institutionnelle de la population ? Pour tenter une réponse à ce questionnement crucial pour la vitalité et la survie de la démocratie, nous avons observé et consulté la population dans quelques communes de la ville-province de Kinshasa à savoir : Ngaba, Selembao, Makala, Kisenso et Gombe.

Mots-clés : stratégie, campagne électorale, combat, procès du pouvoir

Introduction

Partant de l'observation de la quatrième législature de la RDC tenue au mois de décembre 2023, il est impérieux de faire le tour du contexte de ce processus électoral, un des gages de la démocratie. Il est vrai que l'accès au pouvoir dans la démocratie nécessite l'organisation des élections, ce qui engendre un dynamisme durant cette période, avec plusieurs événements tant heureux que malheureux pour le pays. C'est toute la population congolaise qui était concernée, impulsant une dynamique interne multidimensionnelle ayant mobilisé l'engagement de toutes les couches sociales à différents lieux de résidence.

Dans la présente étude, nous nous focaliserons sur la commune de Ngaba, étant la plus petite de la ville de Kinshasa, accessible à tout le monde au regard de sa position géographique. Par comparaison avec la commune de Gombe, qui se situe au centre-ville, marquée par une catégorie socioprofessionnelle de résidents socialement nantis, considérés, dès lors, comme riches par rapport à ceux de : Ngaba, Makala, Selembao, Kisenso, Bumbu, Ngiringiri, Kimbanseke, Masina, Nsele, Maluku... Ces dernières communes ont un niveau de vie qualifié de moyennement pauvre au regard de leurs habitats, de leur style de vie, de la mentalité, du statut professionnel de leurs résidents. Néanmoins, il ne manque pas d'exceptions, car il existe également des résidents ayant un niveau de vie relativement élevé dans cette seconde catégorie de communes. Lors de la campagne électorale, les stratégies qui ont été mises en place se sont plus basées sur le social, la parenté, et le dénigrement des autres candidats. Ceci nous pousse à étudier ce comportement politique des acteurs politiques comme candidats d'une part, et d'autre part, de la population comme électrice appelée à choisir les candidats comme élu national, provincial ou conseiller municipal selon le niveau de

scrutin établi par l'organisation des élections. Partant de cette configuration, il nous paraît justifié d'intituler la présente réflexion comme suit : *stratégies de campagne électorale : combat et procès du pouvoir démocratique*.

Notre réflexion se focalisera sur le processus d'accès au pouvoir politique en scrutant les stratégies des acteurs politiques dans deux milieux locaux différents : la commune de Gombe, d'une part, et les communes de Ngaba, Makala, Selembao, d'autre part. L'analyse des stratégies, comme le note Crozier (1987), sera mise à profit afin de comprendre la différenciation de celles-ci suivant le lieu de résidence des électeurs. Pouvons-nous croire que le déterminisme géographique joue-t-il un rôle majeur dans le choix des stratégies ? Sous l'approche de l'anthropologie politique de Georges Balandier (1967), nos observations sur le plan politique seront orientées en vue de décrypter le procès et le combat du pouvoir. Si, par essence, tout homme aime le pouvoir en vertu de sa nature comme « homo politicus », les matériaux de notre recherche sont à puiser à travers la situation politique à Kinshasa durant la période électorale de la quatrième législature de décembre 2023. L'approche qualitative sera mise à profit pour collecter les opinions auprès des acteurs politiques et de la population constituant l'électorat.

1. Démarche méthodologique

Cette étude met à profit les techniques de collecte des données qualitatives au travers de focus groups et entretiens avec la population, essentiellement les résidents de trois communes : Ngaba, Makala et Selembao. Ces dernières ont une même morphologie sociale par le fait qu'elles partagent les mêmes caractéristiques au niveau social des habitants. Les entretiens étaient organisés avec des leaders politiques candidats aux élections, des leaders communautaires, quelques membres de la société civile et des agents électoraux de la CENI. Le choix de cette approche nous a permis de produire les matériaux d'analyse pour notre réflexion. Sur ce,

l'organisation de la collecte s'est faite en tenant compte de variables d'âge, de sexe, de résidence. Les outils de collecte étaient composés de sous-thèmes ci-après : stratégie de campagne électorale, civisme électoral, connaissance des principes de la démocratie, fonctions du député, attentes de la population après les élections, suggestions pour avoir des élections libres et transparentes. Au total, nous avons organisé 5 focus groups répartis en 5 groupes par commune.

Techniques/ Outils	Sites	Cible	nombre	Observation
Guide d'entretien	Ngaba	Candidat	3	-1 Opposition -1 Pouvoir -1 Indépendant
		Leader com	2	-religieux -politique
		Agent de la CENI	2	-agent
		Société civile	3	-Ong et mouvement citoyen
	Makala	Candidat	3	-1 Opposition -1 Pouvoir -1 Indépendant
		Leader com	2	-religieux -politique
		Agent de la CENI	2	-agent
		Société civile	3	-Ong et mouvement citoyen
	Selembao	Candidat	3	-1 Opposition -1 Pouvoir -1 Indépendant
		Leader com	2	-religieux -politique
		Agent de la CENI	2	-agent
		Société civile	3	-Ong et mouvement citoyen

	Gombe	Candidat	3	-1 Opposition -1 Pouvoir -1 Indépendant
		Leader com	2	-religieux -politique
		Agent de la CENI	2	-agent
		Société civile	3	-Ong et mouvement citoyen
Focus group	Ngaba, Makala, Selembao	Hommes âgés de 18 ans à 29 ans	10	La prise en compte de l'ethnie, le niveau d'instruction, occupation, statut matrimonial
		Hommes âgés de 30 ans et plus	10	- prise en compte de l'ethnie, niveau d'instruction, occupation, statut matrimonial
		Femmes âgées de 18 ans à 29ans	10	-prise en compte de l'ethnie, niveau d'instruction, occupation, statut matrimonial
		Femmes âgées de 30 ans et plus	10	- prise en compte de l'ethnie, le niveau d'instruction, occupation, statut matrimonial
		Mixte	10	- prise en compte de l'ethnie, niveau d'instruction, occupation, statut matrimonial

Ce tableau retrace l'organisation de la collecte de données. Les entretiens individuels ne dépassaient pas 30 minutes par contre les focus group duraient au moins une heure et demie. Sur terrain, la collecte des données était souvent confondue avec la campagne électorale. Il a fallu avoir des moyens financiers pour compenser le

temps consacré aux échanges avec les participants. Les discussions étaient vives à cause de préférence d'un candidat ou d'un autre selon l'appartenance au parti politique ou l'obédience politique. Le focus group n'a pas été organisé à Gombe par le fait que la stratégie sur le social n'y était pas développée pour persuader les résidents. A cela s'ajoutent le manque de consentement et la disponibilité des participants à notre étude.

2. Stratégies de campagne électorale à Kinshasa/Ngaba

La course au pouvoir en RDC a offert un dynamisme caractérisé par les actions des candidats et les réactions de la population comme électorat potentiel. Jean-Louis Esambo (2022, p. 137) conçoit la campagne électorale comme « une action coordonnée et systématisée à laquelle se livrent les candidats, en vue d'amener les électeurs à adhérer à leurs idées ou projets de société. Elle se décline en une doctrine professée, pour solliciter le vote des électeurs, dans le cadre d'une compétition règlementée ». Celle-ci suppose une interaction entre candidats et électeurs à travers une rhétorique politique basée sur la réalité sociale de ces derniers dans le but de conquérir leur ferme volonté en tant que mandants.

La campagne électorale se distingue de la propagande politique par le fait que celle-ci s'inscrit dans une période déterminée par la loi alors que celle-là, s'exerçant au-delà du délai légal, en est une technique de matérialisation grâce à des mécanismes et moyens mis en œuvre pour convaincre les électeurs (Esambo, 2022, pp. 137-138).

Considérant le climat et les rapports de force dont elle est vectrice, l'organisation technico-opérationnelle qu'on y assigne, la couverture juridique sous-tendue et appliquée ainsi que les dynamiques sociales qui la sanctionnent, la campagne électorale est un facteur déterminant non moins important de la vitalité, la crédibilité, l'équité et l'intégrité démocratique.

Il s'avère donc important de décrire les stratégies mises en place par les candidats pour persuader les électeurs en vue de bénéficier de leur adhésion afin d'accéder au pouvoir politique comme élu. Les opinions de nos enquêtés nous renseignent sur des stratégies utilisées par les acteurs politiques candidats. Celles-ci peuvent être rangées en quatre principales catégories :

1. Stratégie basée sur le social
2. Stratégie basée sur la parenté
3. Stratégie basée sur le dénigrement et la discrimination ou psycho-affectif
4. Stratégie idéologique.

Nous décrivons ci-dessous les quatre stratégies en classant leurs actions :

2.1 Stratégies basées sur le social

Cette stratégie a consisté à poser des actes au niveau de la population par l'offre de produits, de services. A titre d'exemple :

- distribution des pagnes aux femmes, des T-shirts à la population, des vivres frais, faits divers ;
- offre de la boisson (boisson sucrée ou alcoolique) ;
- location de moyens de transport pour les déplacements gratuits de la population ;
- paiement des factures de maternité, des factures d'hospitalisation des malades, des factures de funérailles ;
- assistance funéraire aux membres de la circonscription électorale ;
- assainissement du milieu ;
- partage d'argent ;
- organisation de rencontres sportives pour les jeunes ;
- fourniture d'eau ;
- construction d'un centre sanitaire, d'un atelier de couture ;
- apprentissage d'un métier d'auto-prise en charge ;
- appui financier pour une activité génératrice de revenus ;

- don de matériels aratoires aux femmes maraîchères (houe, machette, bêche, pelle, râteau, arrosoir) et en semences ;
- facilitation de transport pour évacuer la production ;
- débouchage des caniveaux ;
- réhabilitation des petites infrastructures telles que le pont de désenclavement entre quartiers, tronçons routiers, ligne électrique, etc.

Cette liste n'est pas exhaustive. Il importe de savoir que ce sont les actions courantes dans les trois communes. Par contre, dans celle de la Gombe, il y avait des affiches, des marches motorisées, des caravanes, la distribution de dépliants des candidats reprenant la vision et le projet de société, qui généralement se focalisaient sur le social. On note une nette différence dans la manière de faire la campagne selon le milieu de résidence. Chaque milieu répondait aux stratégies adaptées aux conditions de vie.

2.2 Stratégies basées sur la parenté

Partant des observations directes sur le terrain et des opinions récoltées auprès des participants à cette étude, il sied de noter que la parenté était au centre des enjeux de la campagne électorale. Cela a servi à la sensibilisation, à la mobilisation jusqu'au choix des candidats à tous les niveaux. Pour expliciter, les expressions suivantes étaient à la une : « notre papa, c'est mon oncle, pur vieux de notre quartier, c'est notre frère, on a étudié ensemble, c'est notre collègue, il est de mon village, il a épousé chez nous, c'est un bon vieux, on prie avec lui, il y a une histoire de bienfaisance, c'est mon ami, il est de mon parti politique, c'est notre tante, c'est la tante d'un ami, c'est notre maman de l'avenue, il est de la même province que mon père, il est frère de notre pasteur, son père a réalisé de grandes œuvres dans notre territoire, il est de chez nous, il est de notre territoire, ses parents sont tous connus, il a une épouse de mon coin, de mon avenue, de mon territoire, vraiment c'est un grand frère, papa social, maman sociale, tonton, vieux solution, sacerdoce... ». C'est le

fondement principal des enjeux de la campagne électorale. Quand nous scrutons toutes ces expressions, nous nous rendons compte que la parenté est un vecteur important de la mobilisation électorale. Elle fonde pour une grande part la motivation et sensibilise au vote du candidat. Il sied de signaler qu'ici la parenté est vue au sens élargi en dépassant les liens biologiques, elle englobe les alliances, les lignages, les familles politiques, l'appartenance mystico-spirituelle, les sectes religieuses, la famille scientifique, la société savante, la situation géographique résidentielle, etc.

2.3 Stratégie basée sur le dénigrement et la discrimination des candidats

Campbell Wallace dénonce le fait que dans le cadre de la compétition électorale, « aucune tactique n'est trop basse, trop ignoble. La vie privée de l'opposant est épluchée à la recherche d'histoires scandaleuses. La calomnie fait partie du jeu. Peu importe qu'une rumeur soit vraie ou fausse, la boue colle à la peau, et les stratèges en politique le savent bien. L'important, c'est l'opinion du public le jour de l'élection. Si le scandale éclate le lendemain, tant pis, on s'excusera, on se désolera de s'être trompé, mais notre candidat est élu, et on s'arrangera pour les éventuelles poursuites judiciaires » (Campbell, 2020, p. 13).

De telles pratiques dans une campagne peuvent, tout en envenimant l'environnement électoral, susciter des affrontements violents et parfois fratricides entre fidèles des candidats concurrents au point de provoquer des conflits électoraux, alors inappropriés et incompatibles avec l'essence de la démocratie.

Il est à constater que les candidats adoptent si facilement, pendant la campagne électorale, une communication mensongère et démagogique, souvent emprunte de propos diffamatoires, injurieux, haineux, tribalo-ethniques, chauvinistes, racistes ou violents. Bien

que tels propos soient condamnés et puissent être sanctionnés par la loi pénale du pays (Esambo, 2022, p. 150).

Les informations mensongères, diffamatoires, malveillantes et faussées à dessein mises à la disposition des électeurs pendant la campagne électorale, sous n'importe quelle forme, par un candidat contre des candidats adverses peuvent porter atteinte à la loyauté du scrutin.

Il s'agit, à titre d'exemple, d'informations fallacieuses sur la nationalité, la probité morale, la gestion antérieure ou la fortune d'un candidat pouvant désorienter de façon erronée le choix des électeurs en préjudicant ledit candidat. Ce qui pourrait impacter, d'ailleurs, négativement et corrompre la sincérité des résultats (Esambo, 2022, p.163).

Les candidats en compétition utilisent des stratagèmes parfois asociaux. Ils se font des coups bas visant à s'anéantir, adoptent le mode de dénigrement, d'insulte, etc. Des groupes de gangs sont créés et instrumentalisés pour neutraliser des candidats concurrents. On parle aujourd'hui encore de bérets rouges, verts, etc., liés à tel ou tel parti politique. Le corrupteur le mieux offrant, monsieur « Apesa atala te » (donner démesurément sans chercher à s'en rendre compte), a la dominance des masses jusqu'à vouloir les apprivoiser. Ces méthodes utilisées dans la campagne électorale obstruent l'accomplissement de certaines valeurs fondamentales essentielles aux élections, notamment la cohésion nationale, la paix, l'intégrité. Le déficit de ces valeurs place, dès lors, la démocratie en impasse.

Les trois premières stratégies ne font aucune allusion à l'idéologie démocratique, sans tenir compte des principes fondamentaux. Seul le meilleur et le plus fort gagne par ces stratégies, c'est la fin qui justifie les moyens. C'est une véritable course au pouvoir à laquelle tout candidat rêve d'obtenir les avantages du pouvoir comme compensation à toutes les dépenses

occasionnées lors de la campagne électorale. Il sied de noter que dans la démocratie, il existe des valeurs comme principes à observer pour accéder au pouvoir.

2.4. Stratégies basées sur l'absence d'idéologie politique

Au-delà de sa signification universelle, la campagne électorale a des connotations particulières contextuelles qui peuvent être saisies à travers des expressions ordinaires popularisées des électeurs. Ces dernières en constituent le visage inapparent, qui est le conditionnement structurel et socio-politique de l'habitus électoral des candidats et électeurs.

La loi électorale congolaise¹ inscrit l'interdiction d'utilisation à des fins de propagande électorale des biens, finances et personnel de l'État, des établissements et organismes publics et des sociétés d'économie mixte (Lire aussi Esambo, 2022, p.158). Cette disposition souffre du respect des candidats, surtout ceux qui sont encore en poste dans les institutions et tiennent à se représenter.

Il est observé que ces candidats utilisent le pouvoir lié à leur fonction pour se servir en prélevant des ressources humaines, logistiques, matérielles et financières publiques affectées aux institutions qu'ils dirigent à des fins de leur éligibilité. Des réunions de leurs partis politiques, des activités de campagne se tiennent parfois au sein des installations des institutions publiques ; qui plus est, certains de leurs agents sont enrôlés et parfois poussés, de manière forcée, à apporter du soutien à leur candidature sous peine de perdre leur emploi. C'est le *pork barrel*, l'abus de fonds publics pour s'assurer le soutien des électeurs (Campbell, 2020, p. 30).

¹Article 36 de la loi électorale N°22/029 du 29 juin 2022 telle que modifiée et complétée à ce jour

De tels faits causent une inconséquence logique démocratique en enfreignant les principes d'équité, d'égalité et d'inclusion électorales. Ils instaurent les paradigmes de la disproportionnalité compétitive électorale et de la certitude des résultats.

3. Combat et procès du pouvoir politique controversé

En Afrique précoloniale, le pouvoir traditionnel était basé sur la parenté par l'appartenance à la lignée régnante. Toute organisation politique était dans un cadre bien défini, seul le membre de ce cadre, comme un clan, était éligible au poste du pouvoir politique. Actuellement, le système démocratique électoral se fonde sur le libéralisme politique, donnant le droit d'éligibilité et la liberté à tout citoyen de participer à la gestion de la chose publique. Cela intensifie le combat politique et crée l'antagonisme dans le procès du pouvoir politique. C'est la fin qui justifie les moyens, comme le dit Machiavel (2020) . Le secteur politique congolais devient l'espace qui offre l'antagonisme et le protagonisme à temps et à contretemps durant la période électorale.

Réaffirmant cette liberté incorruptible de la compétition électorale inhérente à tout citoyen, James Fishkin (Campbell, 2020, p.29) fait de la préservation des électeurs un critère de démocratie, qu'il désigne sous l'expression « l'isolation du votant » comme faisant partie du principe de l'égalité politique. Selon ce critère, « les électeurs doivent être à l'abri des menaces et des tentatives de subornation. Ni menace ni offre en dehors de la sphère politique ne doivent déterminer le résultat dans la sphère politique ».

En RD Congo, la corruption électorale dans le contexte de la campagne électorale amenuise les chances de survie de la démocratie, étant donné que, fort d'en avoir fait le meilleur *modus operandi*, la population électorale en fait son aubaine en offrant sa complicité au lieu de la dénoncer et de la rejeter. Elle s'y voit obligée parce qu'elle reste convaincue que, quoi qu'il en soit, les élus ne travailleront pas

pour ses intérêts majeurs. Ces derniers n'auront pas le sens de la redevabilité envers leur électorat bénéficiaire des actions sociales, d'autant plus que la parenté aurait déjà joué son rôle dans le choix du candidat. Par conséquent, le décor sera implanté pour vivre les conditions déplorables que subit la population votante. Le discours sur le vote utile demeure un slogan du commun des mortels, car les conditions sociales restent les mêmes. L'écart entre les dirigeants et les dirigés ne fait que s'élargir sur tous les plans.

Cette situation n'est pas un fait du hasard ni isolé, c'est le fruit des habitus nuisibles de la campagne électorale. Au lieu de l'alternance démocratique, on vit la continuité des mêmes candidats, peu importe les conséquences sociales fâcheuses qu'impose leur mode de gestion. Le solde revient à une poignée d'hommes qui jouissent des parts du lion, comme pour dire que c'est le butin de guerre pour les gagnants après le combat ou la guerre politique. Il est communément admis qu'il n'y a pas de morale dans une guerre. L'objectif principal reste de remporter la victoire. C'est la controverse qui s'observe lors de l'exercice du pouvoir, car les prémices de la campagne électorale le présagent et produisent à la longue des effets qui engendreront les crises sociopolitiques, comme on le constate en Afrique après chaque période électorale. Honoré N'gbanda (1994) ne le confirme-t-il pas dans son ouvrage « Afrique : Démocratie piégée » ? Alors que l'élection, qui en est le mécanisme inconditionnel, est « un piège à cons » selon Jean Salem (2012, p. 3). C'est l'expression de l'hybridisme des systèmes politiques, en d'autres termes, en Afrique (Bisambu et al., 2023).

Dans ce contexte, nous pouvons affirmer que faire de la politique en Afrique, c'est se livrer à un combat qui demande une force financière, le recours à la parenté étant indispensable, les discours discriminatoires et de dénigrement des candidats s'invitant en premier recours, les principes démocratiques ne constituant que de simples slogans et des pilules à faire avaler à la population par les acteurs politiques. Des pratiques qui pourraient être qualifiées de

controverses caractérisées d'antivaleurs démocratiques. On serait en droit de s'interroger : à quand la démocratie pouvant conduire au développement social durable ? Si, comme le note Osokonda Okenge (2023) dans « L'attentisme et le laxisme en République Démocratique du Congo », le peuple congolais reste en attente sans fin et l'État, censé apporter les solutions, ne répond toujours pas à ses attentes, demeure passif en n'adoptant pas les politiques qui garantissent la prospérité nationale, le pays continuera de vivre les mêmes conditions, que ce soit avant, pendant ou après les élections. Rien ne changera, sur tous les plans. Cela se traduit par l'expression : « *eza kaka mutuka moko, ba change nde chauffeur to ekumbeli moko* »² (c'est le même véhicule, mais on a changé de chauffeur, soit on continue avec le même rythme, soit la conduite reste la même). Les mêmes causes conduisent aux mêmes résultats. C'est la réalité vécue quotidiennement par les peuples, marquée par la souffrance, la conjoncture économique difficile, et un coût de la vie insoutenable. Comme l'ont exprimé les enquêtés : « *toza ko rond-point* »³ (le peuple fait du surplace, sans pour autant avancer).

Dans ce contexte, l'avenir ne sera que sombre, car les élections ne produisent pas de changement sur tous les plans. C'est la continuité qui s'observe dans les conditions de vie : d'une part, la majorité votante en pâtit, d'autre part, la minorité régnante se réjouit. Un déséquilibre social s'installe, donnant l'impression que la vie des uns et des autres est aussi contrastée que le jour et la nuit.

Dans cette optique, il est impératif de repenser la démocratie dans notre pays afin d'amener un véritable changement dans les conditions de vie, en réponse aux attentes de la population. L'alternance des dirigeants doit mener à un changement dans le sens de l'émergence, et non au statu quo. Autrement dit, « qui n'avance pas, recule ». La gestion de la chose publique ne doit pas être

²Opinions tirées du focus group des hommes (18 ans-29 ans) à Ngaba, 20/04/2024

³Opinions tirées du focus group des hommes (30 ans et plus) à Makala, 23/04/2024

l'apanage d'une minorité constituée en famille politique, mais concerne la majorité, c'est-à-dire toutes les filles et tous les fils du pays. Ceux qui dirigent doivent rendre des comptes aux citoyens et avoir un sens de la redevabilité, qui est un des principes éthiques fondamentaux.

Dans l'ensemble, il est crucial que dirigeants et dirigés observent les principes démocratiques avec éthique, afin de bénéficier des dividendes de la démocratie. Sinon, cet instrument, qui pourrait servir à la prospérité nationale et à la bonne gouvernance, risque de devenir une arme d'instabilité, source de tensions sociales, de crises sociopolitiques, socioéconomiques et socioculturelles, à une époque où cela devrait être révolu, comme dans les pays occidentaux.

Conclusion

Pour clore notre réflexion, il nous revient de répondre à la question suivante : « Quel sera l'avenir du pays au regard de la nature des stratégies de campagne électorale adoptées par les candidats aux élections ? »

L'observation du combat et du procès du pouvoir politique nous montre une théâtralisation des acteurs en deux classes : la première est celle des dirigeants élus, et la deuxième classe est celle de la population éléctrice. Cela aura une incidence sur la gestion et l'exercice du pouvoir, qui ne profitera qu'à la première classe. Celle-ci bénéficiera des dividendes ou du butin du combat, comme dans un festin. En revanche, la deuxième classe sera à la merci de la première durant toute la période du règne de cette dernière. Dès le départ, les émoluments monstrueux associés aux avantages sociaux seront accaparés par la première classe, tandis que le reste se contentera de ce qui sera décidé par cette même classe après qu'elle se sera gracieusement servie. Cela présage un avenir marqué par des crises sociopolitiques frénétiques, dont les racines se trouvent dans la manière dont la course antagoniste au pouvoir politique est menée.

En comparant les milieux de résidence et les conditions de vie, il ressort que chaque milieu répond à une catégorie d'actions destinées à persuader les électeurs. Dans les trois communes étudiées, les stratégies basées sur le social, la parenté, le dénigrement ou la discrimination ont dominé l'ensemble des actions menées par les candidats. Cela semble servir de compensation au moment du vote, car les bénéficiaires se sentent redevables envers les candidats, et c'est le plus offrant qui est plébiscité. En revanche, à Gombe, on a observé un comportement plus modéré de la part des candidats et de la population pendant la campagne. Le recours à la stratégie basée sur l'idéologie, qui aurait pu aboutir à un choix impersonnel du candidat en se considérant meilleur, a été très limité. En fin de compte, tous les messages sur le projet de société et les principes démocratiques se sont concentrés sur le candidat fortuné. Il est clair que toutes les stratégies semblaient faire le marketing des acteurs politiques au détriment du bien-être de la population.

Rien qu'à ce stade, il convient de s'interroger sur l'avenir du pays à l'issue des élections. Les conditions de vie restent inchangées, avec un écart qui crée une dichotomie : la nuit pour ceux qui avaient choisi leurs dirigeants, et le jour pour les élus détenteurs du pouvoir. En considérant cette pratique, il apparaît nécessaire de remettre en question les processus démocratiques avant même l'échéance électorale.

Il reste encore beaucoup d'efforts à fournir en matière de civisme électoral et de soutien social au peuple pour que le succès électoral mène à un véritable changement politique. Le peuple attend toujours un changement durable dans ses conditions de vie.

De manière générale, la gestion de la société, y compris de ses richesses, est une affaire de tous. Dans cette optique, il revient à la population d'être objective et consciente lors du choix des candidats, sans se laisser duper, car après les élections, les élus seront responsables de la gestion de la société et devront œuvrer pour la

prospérité nationale en s'appuyant sur la bonne gouvernance, la justice et l'équité. « On ne cueille pas une mangue sur un oranger, on ne récolte que ce qu'on a semé. »

Il incombe également aux élus d'avoir un sens aigu de la redevabilité envers leur circonscription électorale. Le changement attendu des conditions de vie, c'est-à-dire l'amélioration du bien-être, doit se concrétiser au cours de leur mandat.

Bibliographie

- Abélès, M. (1976). *Anthropologie et marxisme*. Complexe.
- Abélès, M. (2005). *Anthropologie de l'État*. Payot.
- Balandier, G. (1967). *Anthropologie politique*. Presses Universitaires de France (PUF).
- Bisambu, G., Tshama, B., & Matangila, R. (2023, avril). La parenté et l'hybridisme des systèmes politiques comme fondement explicatif des crises sociopolitiques en Afrique. *Revue M.E.S.*, (127).
- Campbell, W. (2020). *Démocratie sans élections*. Torrazza Piemonte.
- Rivière, C. (2000). *Anthropologie politique*. Armand Colin.
- Crozier, M. (1987). *État moderne, État modeste: Stratégies pour un autre changement*. Fayard.
- Esambo, J. L. (2022). *Le droit électoral congolais* (2e éd.). Academia-L'Harmattan.
- Evans-Pritchard, E. E., & Fortes, M. (1964). *Systèmes politiques africains*. Presses Universitaires de France (PUF).
- Loi électorale N°22/029 du 29 juin 2022 modifiant et complétant la loi n°06/006 du 9 mars 2006.
- Macdonald, C. (2018). *L'ordre contre l'anarchisme*. Petra.
- Machiavel, N. (2020). *Le Prince de Machiavel: La fin justifie les moyens* (Édition originale illustrée et optimisée). Collection Militaris Belli.
- Godelier, M. (1966). *La production des grands hommes*. Fayard.
- N'gbanda Nzambo-ko-Atumba, H. (1994). *Afrique: Démocratie piégée. Équilibres aujourd'hui*.

Osokonda Okenge, B. (2023). *L'attentisme et le laxisme en RDC*.
L'Harmattan.

Salem, J. (2012). *Élections, piège à cons ? Que reste-t-il de la démocratie ?*
Flammarion.